

L’Insee flingue la droite, enfonçons le clou

Jean-Marie Harribey

Politis, 27 janvier 2022

En pleine pandémie, qui a révélé le délabrement du service hospitalier, puis du service éducatif, Valérie Pécresse propose de supprimer 200 000 postes de fonctionnaires. C’est anti-économique et social, mais aussi c’est idiot. En 2021, deux textes de statisticiens de l’Insee ont mis à mal deux absurdités très répandues. D’abord, dire que les dépenses publiques représentent 56,5 % du PIB « est une imposture »¹ parce que dépenses publiques et PIB n’ont pas la même composition et que les unes ne sont pas contenues dans l’autre. Ensuite, au sein des administrations publiques, les fonctionnaires concourent « à la production nationale » pour environ 18 % de la valeur ajoutée annuelle². Il faut ajouter ce « PIB non marchand » au PIB marchand pour connaître la valeur ajoutée nationale égale au PIB total (à la TVA près). Il était temps que soit démonté l’argument principal invoqué par les libéraux : la valeur des services non marchands serait prélevée sur la production marchande. Non, elle s’y ajoute, et même dynamise cette dernière. Ce tabou a pourtant été levé depuis des lustres³. Et il faut aujourd’hui aller plus loin que l’élucidation de la comptabilité nationale, accomplie à bon escient par l’Insee, et revoir de fond en comble le concept de travail productif de valeur monétaire.

À côté de la production capitaliste proprement dite, il existe dans toutes les sociétés modernes dominées par le capitalisme un secteur soustrait à la logique du profit et où sont produits des services monétaires non marchands, sous l’égide de l’État, des collectivités territoriales, de la Sécu ou même d’associations à but non lucratif. Ils ne reçoivent pas de validation venant du marché, mais ils sont validés *a priori* par la décision politique de produire ces services d’éducation, de soin, etc. Un travail est donc productif de valeur lorsque les capitalistes réussissent à vendre leurs marchandises, et aussi lorsque la collectivité a pris la décision de satisfaire des besoins sociaux. C’est ce qui explique que le produit non marchand s’ajoute au produit marchand dans la comptabilité nationale. La vente sur le marché, moyennant paiement individuel, valide la production capitaliste ; l’impôt et les cotisations, prélevés sur un produit total qui contient le produit non marchand, paient collectivement le salaire des fonctionnaires embauchés suite à la décision politique antérieure : lesdits prélèvements obligatoires sont pour partie des « suppléments obligatoires ».

La validation sociale est donc le concept clé de la définition du travail productif. On doit ce concept à Marx, qu’il avait élaboré pour la production capitaliste ; aujourd’hui, les luttes sociales ont imposé l’existence de services collectifs non marchands et créé ainsi un pan de l’activité non soumis à l’exigence de rentabilité. Diminuer les dépenses publiques est donc un non-sens ou de l’idéologie à l’état pur.

¹ S. Billot, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/les-economistes-atterres/2021/05/09/pourquoi-parler-de-part-des-depenses-publiques-dans-le-pib-est-une-imposture>.

² N. Carnot et É. Debauche, <https://blog.insee.fr/dans-quelle-mesure-les-administrations-publiques-contribuent-elles-a-la-production-nationale>

³ J.-M. Harribey depuis *Le Monde*, 25 mars 1997 : https://www.lemonde.fr/archives/article/1997/03/25/ne-tirez-pas-sur-les-supplements-obligatoires_3769680_1819218.html, jusqu’au 21 décembre 2021 : <https://blogs.alternatives-economiques.fr/les-economistes-atterres/2021/12/21/l-insee-remet-les-pendules-a-l-heure-sur-le-travail-des-fonctionnaires>.